



REVUE DE PRESSE UE-HAITI

Du 19 juillet au 1^{er} Aout 2013

CLICKEZ sur les liens pour accéder aux articles en version intégrale

La UE y Francia donan 21,5 millones de dólares a Haití para producir alimentos

1/07/13: El Gobierno haitiano a través del Ministerio de Economía y Finanzas ha firmado hoy con la Unión Europea y la Agencia Francesa de Desarrollo un convenio de subvención de 21,5 millones de dólares para la seguridad alimentaria en el país.

01/08/13: El ministro de Economía y Finanzas haitiano, Wilson Laleau, indicó que este monto se abonará en proyectos agrícolas, particularmente en los departamentos del Sur y el Oeste. El proyecto, entre otras cosas, pretende contribuir a "mejorar la seguridad alimentaria y nutricional con la ayuda de la población local a través de tres productos: plátano, huevos y el maíz", declaró el ministro Laleau en un comunicado oficial.

Según el funcionario, el proyecto también contribuirá a aumentar los ingresos de los campesinos. "Un aumento de los volúmenes y la calidad de los productos vendidos en los distintos mercados en los dos departamentos, la mejora en las condiciones de trabajo de la población, la calidad de las comidas distribuidas en comedores escolares, el fortalecimiento de la capacidad del Ministerio de Agricultura y de operadores locales", son algunos de los propósitos de este proyecto, dijo el titular del Ministerio de Economía.

Por su parte, el ministro de Agricultura, Recursos Naturales y Desarrollo Rural, Pierre Guy Lafontant, dijo que este proyecto cubrirá unas 2.000 hectáreas en la región sur.

Además, afirmó que este logrará facilitar el programa de incentivos y fortalecer los servicios técnicos del Ministerio, amén de que se logrará brindar alimentación continua a más de 50.000 niños. El embajador de Francia en Haití, Patrick Nicoloso, reiteró el compromiso del Gobierno francés para apoyar a Haití en este proyecto, que ayudará a revitalizar el sector de la agricultura.

<http://www.que.es/ultimas-noticias/espana/201308010400-francia-donan-millones-dolares-haiti-efe.html>

<http://noticias.terra.com/america-latina/republica-dominicana/ue-y-francia-donan-215-millones-de-dolares-a-haiti-para-producir-alimentos,9fe500b16cb20410VqnCLD200000dc6eb0aRCRD.html>

UE et la France œuvrent au renforcement de la sécurité alimentaire



2/08/13: L'Union Européenne (UE) et l'Agence Française de Développement (AFD) ont accordé un don de 21.5 millions de dollars américain à Haïti dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire.

Le ministre de l'économie et des finances, Wilson Laleau, qui a signé l'accord au nom du gouvernement haïtien assure que ces fonds permettront d'accroître la production dans les filières céréalières, vivrières et avicoles. " Le projet vise entre autres de contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle avec l'aide de la population locale à travers 3 filières: la banane plantains, les œufs et le maïs", a insisté M. Laleau. Les cultivateurs des régions du sud et de l'ouest seront les principaux bénéficiaires du programme.

M. Laleau informe également que les fonds contribueront à l'augmentation du volume et l'amélioration la qualité des produits locaux. " Une augmentation des volumes et de la qualité des produits vendus sur les différents marchés dans les deux départements, l'amélioration dans les conditions de travail de la population cible et de la qualité des repas distribués dans les cantines scolaires, le renforcement des capacités du ministère de l'agriculture et des opérateurs locaux , sont parmi les résultats attendus à travers ce projet", a ajouté le grand argentier de la république.

Pour sa part, le directeur général du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), Pierre Guy Lafontant, a assuré que l'accord facilitera l'exploitation de plus de 2 000 hectares de terres dans le département du Sud.

De son côté l'Ambassadeur de France à Port-au-Prince, Patrick Nicoloso, salue l'effort en vue du renforcement de la sécurité alimentaire dans le pays. Il a fait valoir que ce projet vise la redynamisation des filières du secteur agricole.

http://www.metropolehaiti.com/metropole/full_une_fr.php?id=22329

Haïti-France-UE : Haïti, la France et l'UE signent un accord sur la sécurité alimentaire

31/07/13: Le gouvernement haïtien le ministère de l'économie et des finances (MEF) a paraphé mercredi avec l'Union Européenne et l'Agence Française de Développement un accord de don de 21,5 millions de dollars sur la sécurité alimentaire dans le pays, a appris Haïti Press Network.

Le ministre de l'économie et des finances Wilson Laleau a fait savoir que ce montant sera versé dans des projets agricoles particulièrement dans les départements du Sud et de

l'Ouest. Le projet vise entre autres de contribuer à « améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle avec l'aide de la population locale à travers 3 filières: la banane plantains, les œufs et le maïs », a indiqué le ministre Laleau. Selon lui, le projet va également contribuer à augmenter les revenus de paysans.

« Une augmentation des volumes et de la qualité des produits vendus sur les différents marchés dans les deux départements, l'amélioration dans les conditions de travail de la population cible et de la qualité des repas distribués dans les cantines scolaires, le renforcement des capacités du ministère de l'agriculture et des opérateurs locaux », sont parmi les résultats attendus à travers ce projet, a souligné le titulaire du MEF.

Pour sa part, le directeur du ministère de l'agriculture des ressources naturelles et du développement rural Pierre Guy Lafontant, a indiqué que ce projet va couvrir environ 2.000s hectares de terre dans la région du Sud. Aussi, il croit qu'avec ce projet ce sera l'occasion, pour faciliter le programme d'incitation des intrants, et renforcer des services techniques du ministère. 50.000 enfants seront nourris à partir de ce programme, a t-il informé.

L'ambassadeur de France en Haïti Patrick Nicoloso a renouvelé l'engagement du gouvernement français d'accompagner Haïti dans ce projet, qui va permettre à redynamiser le secteur de l'agriculture en Haïti.

<http://www.hpnhaiti.com/site/index.php/economie/10056-haiti-france-ue-haiti-la-france-et-lue-signe-un-accord-sur-la-securite-alimentaire>

21.5 millions de dollars contre l'insécurité alimentaire en Haïti



31/07/13: L'Union européenne et l'Agence française de développement international octroient un don de 21.5 millions de dollars à Haïti pour combattre l'insécurité alimentaire. Le ministre de l'Economie et des finances, Wilson Laleau et l'ambassadeur français Patrick Nicoloso ont signé l'accord y relatif, le mercredi 31 juillet 2013 à Port-au-Prince.

Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle avec l'aide de la population locale à travers 3 filières : la banane plantain, les œufs et le maïs, tel est l'objectif visé par le grand argentier de la République, soulignant que l'accent sera mis sur les départements du Sud et de l'Ouest.

Wilson Laleau dit viser une augmentation des volumes et de la qualité des produits vendus sur les différents marchés dans les deux départements, l'amélioration des conditions de travail de la population cible et de la qualité des repas distribués dans les cantines scolaires, le renforcement des capacités du ministère de l'Agriculture et des opérateurs locaux.

<http://www.signalfmhaiti.com/index.php/cooperations/822-21-5-millions-de-dollars-contre-l-insecurite-alimentaire-en-haiti>

Haiti signe un accord avec l'UE et l'Agence Française de Développement un accord de don de 21.5 millions de dollars US dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire

31/07/13: Le gouvernement haïtien a paraphé ce mercredi avec l'Union Européenne et l'Agence Française de Développement un accord de don de 21.5 millions de dollars US dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire.

C'est le ministre de l'économie et des finances Wilson Laleau qui a signé cet accord au nom du gouvernement haïtien dans le cadre d'une cérémonie déroulée au local du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF).

Selon M. Laleau, cet accord va permettre d'accroître la production dans les filières céréalières, vivrières et avicoles. Les départements du Sud et de l'Ouest seront particulièrement touchés par cet accord, a fait savoir l'ancien vice-recteur aux affaires académiques de l'Université d'État d'Haïti.

Wilson Laleau a indiqué que cet accord devrait également contribuer à l'augmentation du volume et améliorer la qualité des produits vendus sur le marché tout en alimentant le programme national de cantine scolaire. Le directeur général du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) Pierre Guy Lafontant a salué la signature de cet accord qui, a-t-il fait savoir, facilitera l'exploitation de plus de 2000 hectares de terres dans le département du Sud.

Il a fait savoir que cet accord devrait contribuer au renforcement des services techniques du MARNDR. Pour sa part, l'Ambassadeur français en Haïti a affirmé se réjouir de la signature de cet accord en faveur du renforcement de la sécurité alimentaire dans le pays.

Soulignant que ce projet vise la redynamisation des filières du secteur agricole, Patrick Nicoloso estime que la signature de cet accord est un signe de l'importance de l'aide européenne en faveur du développement du pays.

De son côté le chargé d'affaire de l'UE en Haïti Joao De Santana a fait savoir que l'organisme qu'il représente dans le pays se sent très concerné par les questions portant sur la sécurité alimentaire en Haïti. Il a renouvelé l'engagement de l'UE en faveur de l'adoption des stratégies efficaces pour redresser la barre dans le domaine de la sécurité alimentaire.

AFD/UE/Coopération

Un don de 11,67 millions d'euros au secteur agricole



31/07/13: Les filières du maïs, des oeufs et des bananes plantains bénéficieront d'un financement de 11,67 millions d'euros de la France et de l'Union européenne, a annoncé hier le ministère de l'Economie et des Finances. Deux accords de don ont été signés ce mercredi, entre le ministre de l'Economie et des Finances Wilson Leau et le directeur de l'Agence française de développement (AFD) à Port-au-Prince, Yves Malpel. Ces financements, auxquels l'Union européenne contribue à hauteur de 5 millions d'euros, sont destinés à supporter les agriculteurs dans les départements du Sud et de l'Ouest. En ce sens, le gouvernement compte renforcer le projet d'appui à la production agricole et à la sécurité alimentaire dans le département du Sud (SECAL) qui avait déjà reçu en juillet 2012 un don de 4,5 millions d'euros. Avec ses 20 000 hectares de terre cultivables, la plaine des Cayes a été identifiée comme une zone d'intervention prioritaire par le ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural pour la mise en place de ce projet. Dans le Sud, le gouvernement espère réhabiliter le système d'irrigation d'Avezac et soutenir les associations d'irrigants afin de favoriser une meilleure gestion des ressources en eau. En outre, les producteurs de maïs recevront des subventions sous forme de bons d'achat pour les semences, le labour et les engrais. Et les producteurs d'oeufs bénéficieront pour leur part d'un appui technique ainsi que des conseils pour l'accès aux financements. Selon le grand argentier de l'Etat, ce projet permettra non seulement d'accroître la production agricole mais aussi de réduire la pauvreté en milieu rural par une meilleure redistribution de la valeur ajoutée en faveur des producteurs. De cette production, des repas améliorés à base d'oeuf et de maïs seront fournis à plusieurs dizaines de milliers d'élèves dans le cadre du Programme national de cantine scolaire. Pour le directeur de l'AFD, ce circuit de commercialisation représente un atout dans la mesure où les obstacles à l'accès aux marchés sont en lien avec les faibles capacités de production dans le secteur agricole.

Haïti - Politique : Mise en réseau des Autorité locales et des Acteurs Non Étatiques



27/07/13: Vendredi, la Municipalité de la Croix des Bouquets, l'organisation Oxfam Italia et la délégation de l'Union Européenne en Haïti, ont procédé au lancement du projet d'Intercommunalité et de mise en réseau des Autorité locales (AL) et des Acteurs Non Étatiques (ANE) pour une gestion partagée d'un territoire commun, initiative d'un montant global de 1,228,000 euros, cofinancé par l'Union européenne à hauteur de 75%.

Globalement, ce projet vise à mettre en place et à renforcer des mécanismes de dialogue et de participation démocratique entre les différentes municipalités du lac Azuei et la Société Civile haïtienne, afin de permettre à terme d'aboutir à un Plan d'aménagement conjoint de cet espace.

S'inscrivant dans l'approche développée par l'Union européenne autour des problématiques des régions frontalières du lac, cette initiative s'axe sur une analyse de la situation critique des bassins versants, de leurs répercussions sur les conditions de vie socio-économiques de la population et de l'encadrement nécessaire à fournir aux ANE et aux AL de la région, afin qu'ils soient dotés des moyens nécessaires pour intervenir et identifier eux même des solutions aux problèmes confrontés par leurs communautés, dans le cadre de la gouvernance locale.

<http://www.haitilibre.com/article-9098-haiti-politique-mise-en-reseau-des-autorite-locales-et-des-acteurs-non-etatiques.html>

Clôture du projet "Renforcement des capacités des jeunes

25/07/13: La mairie de Fonds Verettes, l'organisation PROGETTOMONDO MLAL et le Cresfed, ont procédé le mercredi 24 juillet dernier à la clôture du projet « Renforcement des capacités des jeunes pour la promotion du développement dans les zones frontalières frappées par les ouragans ».

Ce projet a été mis en œuvre dans la commune de Fonds Verettes, dans le cadre d'une initiative d'un montant total de 910,746 euros, cofinancé par l'Union européenne. Il a démarré au mois de mai 2010, a visé globalement à améliorer la qualité de vie dans la zone frontalière de Fonds-Verettes, souvent frappée par des désastres naturels, à travers un processus de dialogue avec les municipalités pour la définition des initiatives de réduction des risques aux désastres et la promotion de l'emploi.

Spécifiquement, il a permis de renforcer les capacités professionnelles et culturelles des jeunes des zones urbaines et rurales de 6 localités de la commune de Fonds-Verettes,

dans le cadre d'un processus participatif de développement local, et le recours à une approche transversale permettant de toucher également les questions liées à l'équité de genre, au respect de l'environnement et au renforcement de la société civile.

En termes d'acquis, cette initiative aura permis entre autres de finaliser la mise en place du Plan Stratégique de la commune, de favoriser l'inclusion de Fonds-Verrettes dans un dialogue intercommunal avec les Communes limitrophes et frontalières du bassin des Lacs Amala et Enriquillo, de renforcer les capacités professionnelles de plus de 300 jeunes, de mettre en place un centre communautaire et de réhabiliter plusieurs infrastructures publiques telles que des écoles nationales et des réservoirs publics, à travers l'emploi des jeunes bénéficiaires formées et la population locale.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'appui de l'Union européenne visant à renforcer les capacités des Acteurs non étatiques et Autorités locales, afin que ces derniers puissent parvenir à jouer pleinement leur rôle en tant qu'acteurs dans le développement et la gouvernance locale.

http://www.metropolehaiti.com/metropole/full_une_fr.php?id=22311

Haïti - Économie : Renforcement bilatéral des infrastructures qualité

25/07/13: En début de semaine à Pétion-Ville, un atelier a rassemblé durant deux jours, des professionnels haïtiens et dominicains autour de la question de l'infrastructure qualité dans les deux économies de l'île. Organisé par le Bureau Haïtien de Normalisation (BHN) du Ministère du Commerce et de l'Industrie d'Haïti, en partenariat avec l'Union Européenne, et en présence de l'Institut Dominicain pour la Qualité (INDOCAL), cet atelier qui s'est déroulé autour du thème sur le thème « Une île, un test, une mesure : accepté », a été conçu comme un terrain de facilitation des échanges commerciaux, pour renforcer la coopération entre les deux pays, la transparence de leurs échanges commerciaux, l'innocuité et la qualité des produits.

Pendant cet événement binational, 8 projets ont été conçus afin d'apporter des solutions aux différents défis partagés par les deux Républiques dans les domaines de la normalisation, de la certification et de la métrologie. Le BHN, à travers cette initiative, a voulu poser les jalons de la facilitation des échanges commerciaux durables et équitables entre Haïti et la République dominicaine, tout en identifiant les besoins des deux pays en matière d'infrastructure qualité.

<http://www.haitilibre.com/article-9083-haiti-economie-renforcement-bilateral-des-infrastructures-qualite.html>

Fin d'un projet à Fonds-Verettes, des résultats obtenus

25/08/13: Le projet de Renforcement des capacités des jeunes pour la promotion du développement dans les zones frontalières frappées par les ouragans a été clôturé le 24 juillet dernier lors d'une cérémonie organisée par la mairie de Fonds Verrettes, l'organisation Progettomondo MLAL et le CRESFED.

« Construction d'un Centre communautaire pour les jeunes de la communauté, renforcement des capacités professionnelles de plus de 300 jeunes, réhabilitation de plusieurs infrastructures publiques de la commune, dont des écoles nationales et des réservoirs publics, électrification du local de la mairie, élaboration d'un plan stratégique de la commune, initiation d'un dialogue intercommunal avec les communes limitrophes et frontalières du bassin des Lacs Amada et Enriquillo », telles sont les principales réalisations du projet de Renforcement des capacités des jeunes pour la promotion du développement dans les zones frontalières frappées, aussi appelé au niveau local "Ansanm pou demen pi bèl nan Fon Vèrèt" en cours depuis 3 ans. Démarré en mai 2010, le coût de ce projet s'élève à 910 746 euros.

Ce projet a permis durant les trois années d'implémentation, selon les responsables, de renforcer les capacités professionnelles et culturelles des jeunes des zones urbaines et rurales de 7 localités de la commune de Fonds-Verrettes, dans le cadre d'un processus participatif de développement local, et le recours à une approche transversale permettant de toucher les questions liées à l'équité du genre, au respect de l'environnement et au renforcement de la société civile. « Nous avons participé directement à la formation de plus d'une quarantaine de décideurs et leaders locaux, a indiqué Petra Bonometti, responsable internationale du projet, représentante du ProgettoMondo Mlal. 4 000 familles ont désormais accès aux services publics dont nous avons réhabilité leur bâtiment. »

Le maire de Fonds-Verrettes ne cache pas sa satisfaction à ce projet. « Le projet est terminé mais nous sommes fiers des résultats qui ont été obtenus », a déclaré Jean Junel, ajoutant que c'est un projet qui laisse ses empreintes à la commune. Le maire a cité nommément la construction du Centre socio professionnel de la commune qui va desservir toute la communauté de Fonds-Verrettes. « C'est la réalisation la plus visible du projet », a admis la directrice du projet, Petra Bonometti.

Cofinancé par l'Union européenne, ce projet s'inscrit dans le cadre de l'appui de l'Union européenne visant à renforcer les capacités des acteurs non étatiques et autorités locales, afin que ces derniers puissent parvenir à jouer pleinement leur rôle en tant qu'acteurs dans le développement et la gouvernance locale.

« L'UE est très heureuse de constater que les résultats sont probants à Fonds-Verrettes », a témoigné Raphaël Brigaudi, chargé des affaires politiques de la délégation de l'Union européenne en Haïti, soulignant que l'UE travaille dans les communes frontalières dans l'objectif de rapprocher les deux peuples. La fermeture de ce projet n'annonce pas le départ définitif du CRESFED dans la commune de Fonds-Verrettes. L'administrateur de l'institution l'a bien indiqué. « La clôture de ce projet ne veut pas dire la fin de CRESFED dans la commune. Nous n'arrêtons pas là dans la commune, nous allons continuer à vous accompagner », a expliqué Momprévil Yveto André, devant plus d'une centaine de bénéficiaires directs du projet.

Haïti - Économie : Clôture du projet de renforcement des capacités des jeunes à Fonds Verettes

25/07/13: Mercredi, la mairie de Fonds Verettes, l'organisation « Progettomondo MLAL » et le Centre de Recherche et de Formation Économique et sociale pour le Développement « Cresfed », ont procédé à la clôture du projet de Renforcement des capacités des jeunes pour la promotion du développement dans les zones frontalières, mis en œuvre dans la commune de Fonds Verettes, dans le cadre d'une initiative co-financée par l'Union Européenne, d'un montant total de 910,746 euros.

Ce projet qui a démarré au mois de mai 2010, visait globalement à améliorer la qualité de vie dans la zone frontalière de Fonds-Verettes, souvent frappée par les aléas climatiques majeurs, à travers un processus de dialogue avec les municipalités pour la définition des initiatives de réduction des risques et la promotion de l'emploi.

Spécifiquement, il a permis de renforcer les capacités professionnelles et culturelles des jeunes des zones urbaines et rurales de 6 localités de la commune de Fonds-Verettes, dans le cadre d'un processus participatif de développement local, et le recours à une approche transversale, permettant de toucher également les questions liées à l'équité de genre, au respect de l'environnement et au renforcement de la société civile.

En termes d'acquis, ce projet aura permis entre autres, de finaliser la mise en place du Plan Stratégique de la Commune ; de favoriser l'inclusion de Fonds-Verettes dans un dialogue intercommunal avec les Communes limitrophes et frontalières du bassin des Lacs Amala et Enriquillo ; de renforcer les capacités professionnelles de plus de 300 jeunes ; de mettre en place un Centre communautaire et de réhabiliter plusieurs infrastructures publiques telles que des écoles nationales et des réservoirs publics, à travers l'emploi des jeunes bénéficiaires formés et la population locale.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'appui de l'Union européenne visant à renforcer les capacités des Acteurs non étatiques et Autorités locales, afin que ces derniers puissent parvenir à jouer pleinement leur rôle en tant qu'acteurs dans le développement et la gouvernance locale.

<http://www.haitilibre.com/article-9085-haiti-economie-cloture-du-projet-de-renforcement-des-capacites-des-jeunes-a-fonds-verettes.html>

<http://www.haitilibre.com/article-9085-haiti-economie-cloture-du-projet-de-renforcement-des-capacites-des-jeunes-a-fonds-verettes.html>

Haïti-Reconstruction : Des plans pour l'aménagement et la réhabilitation des quartiers de Christ-Roi

22/07/13: Trois organisations internationales ont présenté le vendredi 19 juillet, devant plus d'une centaine d'habitants de la communauté de Christ-Roi (secteur est), le schéma d'aménagement urbain et de réhabilitation des quartiers de cette zone sévèrement touchée par le séisme dévastateur du 12 janvier 2010.

Les trois organisations, Solidarités international, Architectes de l'urgence et Entrepreneurs du Monde, prévoient d'identifier des solutions pour améliorer les conditions de vie de la population grâce à des services de base de qualité, tels eau, électricité, assainissement, voirie et un logement plus sûr.

Selon Silvère Jarrot, coordonateur urbain pour Solidarités international, « ce projet vise la réhabilitation urbaine de quelques quartiers, la construction d'un marché, des équipements sportifs, des infrastructures pour la voirie » et « la construction d'une cinquantaine de maisons ».

« Ce programme a pour principal enjeu d'aboutir à un véritable schéma d'aménagement du quartier reposant sur les besoins exprimés par la population et la vision des institutions haïtiennes », lit-on dans le plan d'aménagement du projet.

Mis à part l'aspect urbanisation, ce projet comporte également un aspect économique avec les équipes d'Entrepreneurs du Monde, qui auront la responsabilité d'accompagner les micro-entreprises en vue de leur donner la capacité de pouvoir accéder à des outils de micro finances.

Le premier volet du projet, la planification, qui a duré six mois, avait un aspect participatif, assurent les trois organisations, arguant que la population de Christ Roi a été impliquée dans le schéma d'aménagement, à travers des ateliers.

C'est un projet de trois ans qui a démarré au début de l'année 2013 et financé par l'Union Européenne à hauteur de 4,3 millions d'euros.

La présentation détaillée des ouvrages à réaliser par le programme se fera en 2013, tandis que le déroulement des travaux est fixé entre octobre 2013 et décembre 2015.

En tout, le projet cible 7 quartiers, dont six dans la capitale. Il s'agit de Ti Sous à Carrefour (périphérie sud), Grand Ravine dans la zone de Martissant (secteur sud), Christ-Roi et les quartiers de Delmas 7 à Delmas 13 (périphérie nord). Un dernier quartier ciblé se situe dans la zone de Petit-Goâve (Ouest).

L'Ue a prévu d'accorder 56 millions d'euros à la réalisation de ces travaux.

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article14898>

Haïti-République Dominicaine : A la recherche de la qualité dans les relations commerciales

24/07/13: Le bureau haïtien de normalisation (Bhn) et l'institut national dominicain de la qualité (Indocal, en espagnol) ont mis fin, le mardi 23 juillet 2013, à un atelier binational sur

la qualité, organisé à Port-au-Prince durant deux jours. L'activité a été placée sous le thème « une île, un test, une mesure : accepté ».

L'Union européenne (Ue) est le principal bailleur de cet atelier, inscrit dans le volet commerce du programme binational Haïti-République Dominicaine. Caribbean export development agency, l'organisation des Nations Unies pour le développement industriel (Onudi), l'institut national allemand de métrologie, le ministère du commerce et de l'industrie d'Haïti, sont les grands partenaires.

« Le problème de l'accréditation des organes d'évaluation de la conformité en Haïti, tels des labos d'essais et d'étalonnage, et des organes d'inspection, le manque de ressources humaines qualifiées dans les domaines de la qualité », sont les principaux défis, identifiés lors des séances de discussions, souligne Michèle B. Paultre, directrice générale du Bhn.

L'enjeu, pour les organisateurs, est de « de faciliter le commerce inter et intra régional, en renforçant les structures des deux pays dans les domaines de la métrologie, de la normalisation et de l'évaluation de la conformité », indique Paultre. Depuis quelques décennies, adapter ses productions aux normes internationales est, semble-t-il, un gage de sécurité et de confiance pour les consommatrices et consommateurs de pays, où les autorités se préoccupent véritablement de la santé publique.

Les pays du forum Afrique, Caraïbes et Pacifique (Cariforum) présentent, pour le moment, des faiblesses relatives à la certification des entreprises. Ce que Paultre interprète comme un « handicap » et un « véritable défi » pour leurs économies.

Cet atelier arrive dans un contexte de relations commerciales tendues entre les deux pays, qui partagent l'île d'Haïti, surtout après l'interdiction de l'importation des produits avicoles dominicains sur le territoire haïtien.

Pris sous les feux d'une pétition d'entreprises de son pays, le ministre des affaires étrangères de la République Dominicaine, Carlos Morales Troncoso, a évoqué la possibilité de porter plainte contre Haïti devant l'organisation mondiale du commerce (Omc), rapporte un journal dominicain. [efd kft rc apr 24/07/2013 10:20]

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article14909>